

**Projet de convention pour la mise en œuvre d'un partenariat technique et financier pour la constitution d'un fond de plan très grande échelle (ortho-images 5cm compatible PCRS) et de mise à jour partielle du Modèle Numérique de Terrain (MNT) millésime 2021, sur le département de la Charente-Maritime (17)**

Entre,

Le **Département de la Charente-Maritime**, dont le siège est sis 85 Boulevard de la République CS60003 – 17 076 La rochelle Cedex 9, représenté par Madame Sylvie MARCILLY, sa présidente,

Ci-après désigné « **CD17** »,

Et,

**Communauté d'Agglomération de La Rochelle**, situé 6 rue Saint Michel – CS 41287 – 17086 La Rochelle Cedex 02, représenté par Monsieur Jean-François FOUNTAINE, son Président,  
Ci-après désigné la « **CdA LR** »,

Et,

**Communauté d'Agglomération Rochefort Océan**, situé 3, avenue Maurice Chupin, Parc des Fourriers - BP 50224, 17304 ROCHEFORT Cedex, représenté par Monsieur Hervé BLANCHÉ, son Président,  
Ci-après désigné la « **CARO** »,

Et,

**Saintes Grandes Rives, l'agglo**, situé 12 boulevard Guillet Maillet, CS 90316, 17107 SAINTES, représenté par Monsieur Bruno DRAPRON, son Président,  
Ci-après désigné la « **CdA de Saintes** »,

Et,

**Communauté d'Agglomération Royan Atlantique**, situé 107, avenue de Rochefort, 17200 ROYAN, représenté par Monsieur Vincent BARRAUD, son Président,  
Ci-après désigné la « **CARA** »,

Et,

**Communauté de Communes Aunis Atlantique**, situé 200 Rue de la Juillerie, 17170 FERRIERES, représenté par Monsieur Jean-Pierre SERVANT, son Président,  
Ci-après désigné la « **CdC AA** »,

Et,

**Communauté de Communes Aunis Sud**, situé 45 Av. Martin Luther King, 17700 SURGERES, représenté par Monsieur Jean GORIOUX, son Président,  
Ci-après désigné la « **CdC AS** »,

Et,

**Communauté de Communes Bassin de Marennes**, situé 24 Rue Dubois Meynardie, 17320 MARENNES-HIERS-BROUAGE, représenté par Monsieur Patrice BROUHARD Vincent BARRAUD, son Président,

Ci-après désigné la « CdC BM »,

Et,

**Communauté de Communes du Canton de Gémozac et de la Saintonge Viticole**, situé 32 Av. de la Victoire, 17260 GEMOZAC, représenté par Monsieur Loïc GIRARD, son Président,  
Ci-après désigné la « CdC CGSV »,

Et,

**La Communauté de Communes Cœur de Saintonge**, situé Place Eugène Bézier – BP 23 17250 SAINT PORCHAIRE, représenté par Monsieur Sylvain BARREAUD, son Président,  
Ci-après désigné la « CdC CS »,

Et,

**Communauté de Communes de l'Île d'Oléron**, situé 59 Rte des Allées, 17310 SAINT-PIERRE-D'OLERON, représenté par Monsieur Michel PARENT, son Président,  
Ci-après désigné la « CdC IO »,

Et,

**Communauté de Communes de l'Île de Ré**, situé 3 Rue du Père Ignace, 17410 SAINT-MARTIN-DE-RE, représenté par Monsieur Lionel QUILLET, son Président,  
Ci-après désigné la « CdC IR »,

Et,

**La Communauté de Communes Haute-Saintonge**, situé 7 Rue Taillefer, 17500 JONZAC, représenté par Monsieur Claude BELOT, son Président,  
Ci-après désigné la « CdC HS »,

Et,

**Vals de Saintonge Communauté**, situé 55 Rue Michel Texier, 17400 SAINT-JEAN-D'ANGELY, représenté par Monsieur Jean-Claude GODINEAU, son Président,  
Ci-après désigné la « VSC »,

Et,

Le **Syndicat départemental d'électrification et d'équipement rural de la Charente-Maritime**, situé 131, cours Genet, 17100 SAINTES, représenté par Monsieur François BRODZIAK, son Président,  
Ci-après désigné le « SDEER »,

Et,

**Enedis**, société anonyme à directoire et à conseil de surveillance, au capital social de 270 037 000 euros, dont le siège social est situé à Tour Enedis, 34 place des Corolles, 92079 Paris La Défense CEDEX, représentée par Monsieur Pascal POUZAC, Directeur Régional Poitou-Charentes d'Enedis,  
Ci-après désignée « Enedis »,

Et,

Le **Syndicat Eau17**, situé 131, cours Genet, 17100 SAINTES, représenté par Monsieur Christophe Sueur, son Président,  
Ci-après désigné le « Eau17 »

Et,

**Orange**, situé 111 Quai du Président Roosevelt, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX, représenté par Madame Christel HEYDEMANN, sa Directrice Générale,  
Ci-après désigné « Orange »,

Et,

**SFR**, situé 16 rue du général Alain de Boissieu, 75015 PARIS, représenté par Monsieur Grégory RABUEL, son Directeur général,  
Ci-après désigné « SFR »,

Et,

**Charente-Maritime Très Haut Débit**, situé 24 Av Louis Lumière, 17180 PERIGNY, représenté par Monsieur Jean-Benoit LECLERCQ, son Directeur général,  
Ci-après désigné « CMTHD »,

Et,

**17 Numérique**, situé zone industrielle des quatre chevaliers, rond-point de la République, 17180 PERIGNY, représenté par Monsieur Jacques Beauvois, son dirigeant,  
Ci-après désigné « 17 Numérique »,

Et,

**Grand Port Maritime de La Rochelle**, situé 141 bd Emile Delmas BP 70394 17000 La Rochelle, représenté par Madame Sandrine GOURLET, sa Présidente du Directoire et Directrice Générale,  
Ci-après désigné « GPM LR »,

Et,

**Réseau de Transport d'Electricité**, situé rue Aristide Berges 17180 PERIGNY, représenté par Monsieur Grégory TRANNOY, son Directeur Poitou-Charentes,  
Ci-après désigné la « RTE »,

Et,

**Gaz Réseau Distribution France**, situé 6 rue Condorcet, 75009 PARIS, représenté par Monsieur Edouard Sauvage, son Président Directeur Général,  
Ci-après désigné la « GRDF »,

Et,

**GRTgaz**, situé Immeuble Bora, 6 rue Raoul Nordling, 92270 Bois-Colombes, représenté par Madame Sandrine Meunier, sa Directrice Générale,  
Ci-après désigné la « GRTgaz »,

Et,

**Autre Partenaire**, situé xxx, représenté par xx, non présent dans la liste ci-dessus, qui pourrait contribuer à ce tour de table financier. La somme totale versée serait soustraite au total du reste à charge  
« Gestionnaires de Réseaux »,

Il est convenu ce qui suit :

## Article 1 : Contexte

**Objectif 1 :** poursuite des acquisitions d'ortho-images pour alimenter les SIG territoriaux en Charente-Maritime

Il s'agit de poursuivre une action d'acquisition d'ortho-images initiée dès 1998 par le Département. L'objectif est de disposer d'un instantané millésimé de l'ensemble de notre territoire à différentes dates (1999, 2003, 2007, 2011, 2014, 2018, 2021) afin d'en suivre son évolution.

La précision initiale des photographies était de 50 cm en 1998, de 20 cm depuis 2014. La dernière en date est un millésime 2021.

La prochaine, en 2025, sera d'une précision de 5 cm, car c'est devenu le « standard ».

**Objectif 2 :** le Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS)

Rappel du cadre réglementaire : conformément au chapitre IV de l'article R554-23 du code de l'environnement, les exploitants de réseaux sont tenus d'opérer une amélioration significative de la cartographie de leurs réseaux avec un objectif de précision :

- Pour les réseaux sensibles (gaz, l'électricité, la chaleur, l'éclairage public...) à un intervalle de 40/50 cm (classe A) soit un réseau positionné géographiquement à 10 cm.
- Pour les réseaux non sensibles à un intervalle de 1,5 m (classe B) soit un réseau positionné géographiquement à 40 cm.

Échéances : Tout levé grande échelle conforme au format d'échange PCRS préalablement produit par une collectivité devra être utilisé par l'ensemble des gestionnaires de réseaux à partir du 1er janvier 2026.

Par ailleurs, pour les travaux neufs, les exploitants privés et publics à travers la gestion des réseaux d'éclairage public, d'eau, d'assainissement, des réseaux de chaleur, etc. doivent se conformer dès à présent à ces nouvelles règles de cartographie des réseaux.

Les textes incitent également à des pratiques partenariales notamment autour de la question du fond de plan de référence à adopter pour représenter les réseaux.

## Article 2 : Objet de la convention

Etant entendu, qu'afin d'initialiser le Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS) qui n'existe pas en Charente-Maritime, la possibilité est de le construire à partir de l'acquisition d'une ortho-images de précision 5 cm à laquelle sont ajoutées des contraintes spécifiques liées à un usage PCRS ainsi qu'une mise à jour du Modèle Numérique de Terrain (MNT) millésime 2021, le tout sur le département de la Charente-Maritime (17).

C'est donc cette opportunité du « **2 en 1** » que le Département propose de mettre en œuvre.

La présente convention vise à établir un partenariat de mutualisation des coûts de la primo-acquisition d'un fond de plan très grande échelle de type imagerie aérienne 5 cm compatible PCRS et de la mise à jour du MNT millésime 2021. Cette mutualisation se formalise avec l'ensemble des EPCI et des exploitants de réseaux publics et privés qui souhaitent s'inscrire dans cette démarche de partenariat autour d'une cartographie commune.

Outre les économies d'échelles, ces partenariats entre EPCI, exploitants et le CD17 visent à faciliter les échanges autour d'un fond de plan commun.

La présente convention a pour objet de définir les conditions de participation financière de chaque partenaire avec le CD17 pour la primo-acquisition d'une orthophotographie 5 cm compatible « PCRS », la mise à jour du MNT millésime 2021 et la réalisation du fond de plan très grande échelle produit sur la zone d'exécution décrite à l'article 4.

### **Article 3 : Description synthétique du fond de plan et exigences de précision**

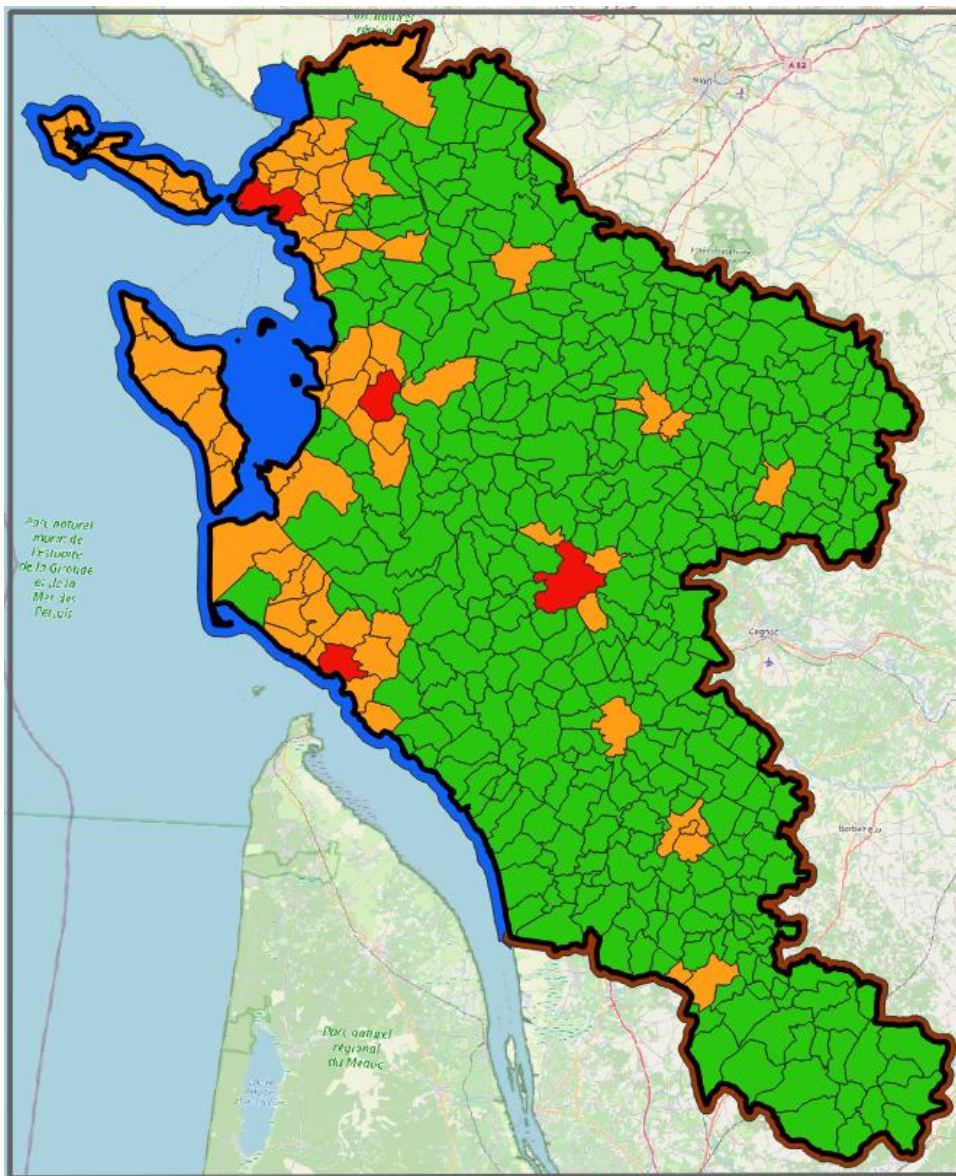
Le fond de plan attendu est un orthophotoplan de résolution 5 cm et de classe de précision inférieure à 10 cm (cf. Arrêté de 2003 sur les classes de précision).

Les exigences de précision du fond de plan permettent d'être en cohérence avec les obligations de l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement.

« ... Classes de précision cartographique des ouvrages en service :

- **Classe A** : un ouvrage ou tronçon d'ouvrage est rangé dans la classe A si l'incertitude maximale de localisation indiquée par son exploitant est inférieure ou égale à 40 cm s'il est rigide, ou à 50 cm s'il est flexible ; l'incertitude maximale est portée à 80 cm pour les ouvrages souterrains de génie civil attachés aux installations destinées à la circulation de véhicules de transport ferroviaire ou guidé lorsque ces ouvrages ont été construits avant le 1er janvier 2011 ;
- **Classe B** : un ouvrage ou tronçon d'ouvrage est rangé dans la classe B si l'incertitude maximale de localisation indiquée par son exploitant est supérieure à celle relative à la classe A et inférieure ou égale à 1,5 mètre. L'incertitude maximale est abaissée à 1 mètre pour les branchements d'ouvrages souterrains ;
- **Classe C** : un ouvrage ou tronçon d'ouvrage est rangé dans la classe C si l'incertitude maximale de localisation du réseau est supérieure à 1,5 m ou si l'incertitude maximale de localisation des branchements d'ouvrages souterrains est supérieure à 1 mètre ou ceux dont l'exploitant n'est pas en mesure de fournir la localisation correspondante.

### **Article 4 : Périmètre géographique et calendrier**



Le périmètre géographique de la convention est le département de la Charente-Maritime. La couverture du territoire par le référentiel très grande échelle s'effectue en une seule prestation de la primo-acquisition d'ortho-images 5 cm compatible PCRS et de mise à jour du MNT millésime 2021. Cette donnée PCRS sera complétée par les zones tampons de 250 m (dalle pleine) dite « terre » (couleur marron) et « mer » (couleur bleu) ainsi qu'une micro-zone sur la RD731 entre Cierzac et Archiac qui est localisée sur le territoire de la Charente.

Les communes en couleur verte sont qualifiées d'« HORS UNITE URBAINE », celles de couleur orange d'« UNITE URBAINE » et enfin celles de couleur rouge d'« UNITE URBAINE DENSE ».

L'objectif est de démarrer cette primo-acquisition par des vols début d'année 2025 pour une disponibilité et exploitation de l'ortho-images 5 cm compatible « PCRS » début 2026.

## Article 5 : Engagements du CD17

La Loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, précise « Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme. »

Dans le cadre de la présente convention les partenaires confient au CD17 la maîtrise d'ouvrage du projet en tant que porteur, sous forme d'un marché public, de la primo-acquisition d'une **photographie aérienne** (ortho-images) **de précision 5 cm, compatible PCRS** sur l'ensemble du territoire de la **Charente-Maritime** début **2025** ainsi que la mise à jour du MNT millésime 2021.

Dans ce cadre, le CD17 assure pour les partenaires de la convention les missions suivantes :

- Pilotage du marché de primo-acquisition d'ortho-images « 5 cm compatible PCRS » et mise à jour du MNT, millésime 2021,
- Les contrôles qualité afférents afin de garantir la meilleure qualité possible de l'ortho-images 5 cm et sa conformité pour un usage PCRS.

### **1. Constitution du fond de plan**

Le CD17 s'engage à tout mettre en œuvre pour assurer la constitution de ce fond de plan :

- en fédérant les maîtres d'ouvrage (collectivités locales et exploitants de réseaux) opérant des travaux de modification sur les voiries publiques,
- en opérant un marché public dédié à la primo-acquisition d'une d'ortho-images « 5 cm compatible PCRS » et à la mise à jour du MNT, millésime 2021,
- en opérant (en direct ou via un marché) les contrôles qualité mentionnés au point 2 ci-après,

### **2. Contrôle qualité**

Le CD17 s'engage à assurer le contrôle qualité sur l'ensemble des données produites. Les contrôles opérés seront les suivants :

- contrôle de la précision planimétrique par rapport aux exigences de précision définies à l'article 3,
- contrôle du traitement radiométrique : homogénéité et aspect général, phénomènes météorologiques, accentuation des contours, saturation, spéculaire,
- contrôle géométrique : cisaillements particulièrement sur les voiries et ouvrages d'art, coulées de pixel...

Ces contrôles seront externalisés.

### **3. Hébergement et diffusion des données**

Une solution d'hébergement des données produites, que ce soient les orthophotoplans et les prises de vue aériennes, devra être recherchée au sein de l'écosystème multi partenarial (IGN, Pigma, ...). En effet, le Département ne se positionne pas comme Autorité Publique Locale Compétente (APLC), gestionnaire, au fil du temps, pour le collectif, du référentiel « PCRS », de sa diffusion et de sa mise à jour.

### **4. Veille technologique**

Le CD17 maintient une veille permanente sur la production des données géographiques, notamment sur les évolutions techniques qui permettraient d'optimiser les coûts de production du fond de plan ou d'en faciliter la réalisation.

## **Article 6 : Marché**

Les marchés établis dans le cadre de cette convention seront passés suivant les règles du code des marchés publics.

## **Article 7 : Obligations des parties**

Les différents signataires remplissent les missions de service public, les EPCI au regard de leurs domaines de compétences et les gestionnaires au regard des réseaux dont ils ont compétence (l'électricité, l'éclairage public, le gaz, l'eau potable et l'assainissement, les télécommunications électroniques, les équipements identifiés comme sensibles, ...). A ces titres, ils peuvent être bénéficiaires de l'action du groupement.

Pour faire la primo-acquisition du fond de plan, le financement ne peut être assuré par le CD17 seul. Par conséquent il est demandé une contribution financière aux partenaires. Cette contribution doit permettre de couvrir une partie des frais engagés par le CD17 pour la primo-acquisition de ce fond de plan très grande échelle.

## Article 8 : Participation financière

1. Le plan de financement est établi comme suit :

Le montant de **721 800 € TTC** correspond à un montant maximum de dépenses.

### 2. Clés de répartition du reste à financer pour cette primo-acquisition

Le plan de financement est établi de la manière suivante :

- **Le Département** s'engage à une contribution à hauteur de **200 000 €**, soit près de 27,5 %,
- **Les services de l'Etat** s'engagent à une contribution, via le Fonds Vert, à hauteur de **167 360 €** (Arrêté d'attribution en date du 18 juin 2024),
- **Les EPCI** s'engagent à une contribution à hauteur de **120 000 €**, réparti selon les modalités suivantes :
  - Forfait par CdA : 20 000 €
  - Forfait par CdC : 5 000 €. *A noter que la CdC Ile de Ré ne participera pas financièrement à cette opération du fait de la notification d'un marché pluriannuel relatif à son territoire.*
- **Les exploitants de réseaux** s'engagent sur le reste à financer, **soit 234 440 €** au prorata du nombre de leurs kilomètres de voiries occupées par les réseaux enterrés. Le montant sera appelé en fonction du montant réel dépensé et du reste à charge. Il pourra être versé en deux temps comme précisé au « 3. Appel des fonds ».

Le plan de financement détaillé, validé par l'ensemble des partenaires lors de la réunion du 12 septembre 2024, est présenté en annexe.

### 3. Appel des fonds

A l'exécution du marché, le Département de la Charente-Maritime procédera à l'appel de fonds auprès des partenaires « exploitants de réseaux » sur la base des dépenses réalisées, en application des taux du tableau de financement initial et pour un montant maximum.

Les sommes seront versées au CD17, pour ceux qui le souhaitent et sur demande formelle, en deux temps, après réception d'un avis des sommes à payer :

- 60 % à la notification du Marché Public ;
- 40 % à la livraison des données « Ortho 5cm compatible PCRS ».

## Article 9 : Droits d'utilisation et de diffusion des données

Les données définitives seront déposées et diffusées en « Opendata » sous licence Etalab.



## **Article 10 : Durée de la convention**

La Convention est conclue sur la base d'une année après la notification du Marché public. Elle prend effet dès sa signature par les parties.

## **Article 11 : Modification de la convention**

Toute modification de la Convention fera l'objet d'un avenant.

## **Article 12 : Résiliation de la convention**

En cas d'inexécution totale ou partielle de la présente convention par l'une des parties, les parties restantes se réservent le droit de résilier la convention par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de préavis de trois mois consécutifs à une mise en demeure restée sans effet.

## **Article 13 : Résolution des litiges**

En cas de difficulté dans l'application de la Convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable avant de saisir le tribunal compétent pour juger les litiges relatifs à la Convention.

## **Article 14 : Formalités**

La convention est dispensée de droit de timbre et des formalités d'enregistrement.

Fait à, en 3 exemplaires originaux.

Le

La Présidente du CD17,  
Madame Sylvie MARCILLY

Le Président du SDEER

Le Directeur Régional d'Enedis

Le Président d'Eau17

Le Directeur de CMTHD

Le Directeur de 17 Numérique

Le Directeur du GPM LR

Le Directeur de RTE

Le Directeur de GRDF

Le Président de la CdA LR

Le Président de la CARO

Le Président de la CdA de Saintes

Le Président de la CARA

Le Président de la CdC ...

PROJET

# Annexe financière validée par les partenaires « potentiels financiers » présents lors de la réunion du 12/09/2024 à la MCM Saintes

## Le plan de financement d'une primo-acquisition d'une photographie aérienne 5 cm « 2025 » compatible PCRS sur le territoire de la Charente-Maritime.

- Présentation du scénario « très pessimiste » : certains financeurs potentiels ne financent pas



Autres partenaires		Libre selon intérêt	% Total acquisition	% Autres P.	Montant TTC
Syndicat de la voirie			0,00%	#DIV/0!	- €
Grd port maritime LR			0,00%	#DIV/0!	- €
RTE			0,00%	#DIV/0!	- €
<b>Total base</b>			<b>0,00%</b>	<b>#DIV/0!</b>	<b>- €</b>
EPCI		Forfaitaire	% Total acquisition	% EPCI	Montant TTC
CdA de La Rochelle		CDA - 20000	2,77%	16,67%	20 000 €
Saintes Grandes Rives, l'Agglo		CDA - 20000	2,77%	16,67%	20 000 €
CdA Rochefort Océan		CDA - 20000	2,77%	16,67%	20 000 €
CdA Royan Atlantique		CDA - 20000	2,77%	16,67%	20 000 €
CdC Aunis Atlantique		CDC - 5000	0,69%	4,17%	5 000 €
CdC Aunis Sud		CDC - 5000	0,69%	4,17%	5 000 €
CdC Cœur de Saintonge		CDC - 5000	0,69%	4,17%	5 000 €
CdC Ile de Ré		CDC - 5000	0,00%	0,00%	- €
CdC Ile d'Oléron		CDC - 5000	0,69%	4,17%	5 000 €
CdC Bassin de Marennes		CDC - 5000	0,69%	4,17%	5 000 €
CdC de Gémozac et de la Saintonge Viticole		CDC - 5000	0,69%	4,17%	5 000 €
CdC de la Haute Saintonge		CDC - 5000	0,69%	4,17%	5 000 €
Vals de Saintonge Communauté		CDC - 5000	0,69%	4,17%	5 000 €
<b>Total base</b>			<b>16,63%</b>	<b>100,00%</b>	<b>120 000 €</b>
Gestionnaires		Linéaire de réseau	% Total acquisition	% GdR	Montant TTC
Eau 17		9 470	13,67%	42,07%	98 638 €
Sdeer		4 300	6,21%	19,10%	44 788 €
Enedis		7 330	10,58%	32,57%	76 348 €
SFR		0	0,00%	0,00%	- €
Orange		0	0,00%	0,00%	- €
17Thd		498	0,72%	2,21%	5 187 €
17Numérique		834	1,20%	3,71%	8 687 €
GRTGaz		0	0,00%	0,00%	- €
GRDF		0	0,00%	0,00%	- €
RTE		76	0,11%	0,34%	792 €
<b>Total base</b>		<b>22 508</b>	<b>32,48%</b>	<b>100%</b>	<b>234 440 €</b>

hypothèse de travail,  
non contractuelle



pcrs.beta.gouv.fr

